

## LE MODÈLE ÉCONOMIQUE ALLEMAND ET LES PLANS D'AUSTÉRITÉ EN EUROPE

D'Altoé Laurent

---

Echo du séminaire du même nom organisé par le Cepag le 21 septembre 2012 à Beez

Intervenants :

- ▶ Ariane Fontenelle, Conseillère Europe à l'IEV
- ▶ Mateo Alaluf, Sociologue, Professeur à la Faculté des Sciences sociales et politiques de l'ULB.

L'Allemagne est-elle finalement le « bon élève » au sein de la classe Europe ? La plupart des discours officiels, puissamment relayés par la plupart des médias « classiques » au sein de l'UE, nous présentent le « miracle allemand » comme un modèle de bonne santé économique et de saine gestion budgétaire. De surcroît, le cas allemand sert souvent de socle justificatif aux (nombreuses) mesures d'austérité appliquées quasi partout au sein de l'Union. Mais qu'en est-il en réalité ?

Pour Ariane Fontenelle, la locomotive allemande cache bien des aspects sombres : si le gouvernement Merkel pousse actuellement les partenaires européens dits « en difficulté » (Grèce, Espagne, Portugal) à adopter en urgence des mesures supposées améliorer leurs finances publiques, il oublie - ou feint d'oublier - qu'il a fallu plus de 20 ans à cette même Allemagne pour parvenir à certains résultats dont on peut cependant douter de la pertinence, tant les dégâts qu'ils provoquent d'un point de vue économique et social sont importants.

Rappelons que début des années 2000, « l'économie sociale de marché » prônée par la social-démocratie allemande semble s'essouffler. Face à ce constat, les dirigeants allemands veulent tendre vers une meilleure efficacité économique, ce qui signifie pour eux : développer les secteurs forts et imposer la modération salariale. Ce seront les fameuses lois « Hartz »<sup>1</sup> (du nom d'un ancien directeur des ressources humaines chez Volkswagen) et le plan « agenda 2010 ». Le but premier est, d'une part, de faire baisser le chômage et, d'autre part, soutenir la compétitivité. Mais dans les faits, ces mesures vont surtout amener une privatisation accrue du marché et une précarisation croissante, malgré une volonté de façade visant à soutenir les emplois les moins rémunérés.

---

<sup>1</sup> Voir notamment à ce sujet, l'analyse de Marc Meillassoux sur <http://myeurop.info/fr>

## Vision idéale ?

La machine est donc lancée et repose notamment sur les axes suivants :

- Maintien d'un tissu économique très dynamique et haut de gamme, via des PME performantes.
- Investissements dans les secteurs porteurs.
- Modération salariale.
- Recours de plus en plus régulier à la sous-traitance.
- Rigueur budgétaire.
- Marché du travail plus flexible.
- Co-gestion patronat-syndicats du modèle.

Un regard superficiel sur l'état de l'économie allemande pourrait faire penser que cette option fonctionne plutôt bien : taux de chômage bas, croissance soutenue, excédent commercial record, finances publiques sous contrôle,...Mais à y regarder plus attentivement, les conséquences sont beaucoup moins idylliques. A titre d'exemple, on pointera le recours de plus en plus massif aux fameux « jobs à un euro » qui créent toute une catégorie de précarisés, sorte d'esclaves des temps modernes. A l'heure actuelle, un emploi allemand sur dix serait un de ces jobs. La modération salariale a également augmenté le nombre de salariés pauvres alors que le recours massif à l'intérim est devenu la règle (ce qui concerne plus d'un million de personnes).

En dehors du pays, les options socio-économiques allemandes pèsent aussi lourdement sur la situation de l'Union européenne, entre autres par la pression des bas salaires allemands sur la croissance des autres Etats. Sans compter qu'en fin de compte, l'Allemagne achète assez peu aux autres pays de l'Union, le décollage allemand étant fortement favorisé par l'achat de produits allemands par les pays émergents.

Ajoutons encore que, derrière des chiffres rassurants, une partie de la dette publique allemande est camouflée dans les faits au sein de fonds spéciaux, alors que les recettes fiscales servent surtout à soutenir la demande et pas à réduire le déficit.

En résumé donc, ce modèle, fait de flexibilité et de précarisation de l'emploi, provoque surtout une perte des acquis sociaux, tandis que les parts de marché gagnées par l'Allemagne du fait de la baisse des coûts salariaux restent marginales.

Enfin, d'un point de vue plus général, les « recettes » prônées par l'Allemagne et inspirées de son « modèle » ont surtout provoqué une dégradation de la zone euro avec, à la clé, une diminution générale des recettes en son sein.

## Un « décollage » qui se plante

**Mateo Alaluf**, pour sa part, rejoint l'analyse d'Ariane Fontenelle sur le modèle allemand, tout en élargissant le propos. Les politiques libérales européennes, inspirées notamment par l'Allemagne, ont provoqué d'importantes distorsions de la compétitivité européenne, d'où les nombreuses attaques sur la monnaie unique qui sont en fait des attaques spéculant sur la fin de l'euro. Mais, peu soucieuse des dégâts que sa politique économique provoque, l'Allemagne peut, grâce à cette distorsion, emprunter à des taux très bas.

Cette analyse permet également de tordre le coup à une fausse vérité largement répandue qui postule que des pays « cigales » (Grèce, Espagne, Portugal,...) ont mal géré leurs finances publiques. Mais c'est oublier que les crises actuelles ne sont pas dues à un quelconque laxisme budgétaire de la part de certains Etats mais bien à une crise des recettes encore accentuée - justement - par la pression que le modèle allemand fait peser sur l'Union européenne (cf. supra). Sans compter que l'harmonisation fiscale au niveau européen reste encore largement un vœu pieu.

Mateo Alaluf rappelle aussi que les vrais changements pour une Europe sociale passeront obligatoirement par une recomposition du paysage politique au niveau du Parlement européen. Ce dernier est actuellement majoritairement « à droite » et poursuit donc sa course aveugle à l'austérité. L'émergence des mouvements sociaux un peu partout (les « indignés » et autres) pourrait constituer un facteur d'évolution important dans la mesure où, toujours selon Alaluf, la social-démocratie semble bien en peine de porter en pointe le combat pour un véritable changement du modèle économique-social européen actuel. De surcroît, les adversaires (les tenants du modèle d'austérité) sont nombreux et diffus, d'où la difficulté d'orienter le combat en divers lieux décisionnels.

Devant cette complexité, les syndicats européens peinent parfois à trouver la stratégie appropriée et sont tiraillés entre des logiques parfois antagonistes. En effet, comme déjà évoqué plus haut, le modèle allemand s'est réalisé sur base d'un « deal » (augmentation des emplois précaires, chômage partiel, préavis plus courts mais... moins de licenciements secs) auquel les syndicats allemands, dans le cadre d'une « co-gestion », on parfois apporté leur aval.

## Commentaires et réflexions

Le débat est évidemment très vaste, mais on peut d'ores et déjà conclure à l'issue de ce séminaire que le modèle allemand a visiblement amené plus de problèmes que de solutions, notamment en ce qui concerne la précarisation du travail. On peut donc rejoindre Mateo Alaluf qui, dans une récente interview<sup>2</sup>, expliquait que *« le problème, ce n'est pas l'emploi, c'est la qualité de l'emploi. On est arrivé à une situation où des personnes qui travaillent ne gagnent pas suffisamment pour subvenir à leurs besoins, parce que les conditions salariales sont basses et qu'ils travaillent dans de très mauvaises conditions. Ils ne peuvent pas nouer de relations sociales car, de plus en plus, le travail isole et c'est bien là la situation majeure à laquelle nous sommes confrontés. D'une part, on veut travailler, car c'est le seul moyen de s'en sortir et, d'autre part, le travail ne donne plus le minimum en terme de salaire et en terme de relations sociales qui permettent aux personnes d'exister dignement dans la société »*.

Une situation bien réelle qui se cache derrière le « miracle allemand » mais qui gagne également l'ensemble des pays de la zone euro. D'où l'importance de pouvoir décortiquer les discours officiels d'un grand nombre de dirigeants européens qui ne cessent de vanter le modèle économique d'outre-Rhin tout en passant sous silence les ravages qu'il provoque à la fois à la population allemande et à celle de l'ensemble de l'Union européenne.

■

---

<sup>2</sup> Publié le 21 septembre 2012 sur <http://blog.lesoir.be>